

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Boulevard George Sand
36000 Chateauroux

Châteauroux, le 21/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

COLAS

Les Orangeons
36330 Le Poinçonnet

Références : -

Code AIOT : 0010000620

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2025 dans l'établissement COLAS implanté Les Orangeons 36330 Le Poinçonnet. L'inspection a été annoncée le 13/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite suite à dépôt de plainte

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COLAS
- Les Orangeons 36330 Le Poinçonnet
- Code AIOT : 0010000620
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

- Situation de l'entreprise :

La société COLAS exploite, sur son site du Poinçonnet, une centrale d'enrobage à chaud, ainsi qu'une centrale d'enrobage à froid. Cet établissement emploie environ 85 personnes .

- Point sur le classement de l'établissement :

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 juillet 1990. Le courrier préfectoral du 5 septembre 2016 a mis à jour la situation administrative de l'établissement. Rubriques de classement de l'établissement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) :

- 2521-1 : enrobage à chaud au bitume de matériaux routiers (enregistrement (E) - cf. point de contrôle relatif à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 17/07/1990) ;
- 4801-1 : houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses : la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant de 725 tonnes (autorisation).
- 2517-2 : station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques : la superficie de l'aire de transit étant de 28 616 m² (enregistrement) ;
- 2515-1-b : broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes : la puissance maximum de l'ensemble des installations étant de 178 kW (déclaration) ;
- 2521-1 : enrobage à froid au bitume de matériaux routiers : la capacité de l'installation étant de 1 500 t/j (déclaration).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Emissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 50	Demande d'action corrective	8 mois
7	Bruit et vibrations	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 8.1	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 07/11/2025, article R513-1	/	Sans objet
2	Prescriptions générales	AP Complémentaire du 17/07/1990,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	applicables à l'ensemble de l'établissement	article 4.3		
3	Emissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 39	/	Sans objet
4	Rejets à l'atmosphère	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 40	/	Sans objet
6	Emissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 51	/	Sans objet
8	Rétention et isolement	Arrêté Préfectoral du 17/07/1990, article 4	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/11/2025, article R513-1
Thème(s) : Situation administrative, Recensement des activités du site
Prescription contrôlée : I. - Pour les installations existantes relevant des dispositions de l'article L. 513-1, l'exploitant doit fournir au préfet les indications suivantes : [...] 3° La nature et le volume des activités exercées ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée.
Constats : L'inspection retrace avec l'exploitant l'ensemble des activités liées aux installations classées pour l'environnement du site. Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 juillet 1990. Le courrier préfectoral du 5 septembre 2016 a mis à jour la situation administrative de l'établissement. Après relecture des éléments avec l'exploitant, il est constaté que les activités et seuils de classement restent identiques au classement existant. Constat: Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prescriptions générales applicables à l'ensemble de l'établissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/07/1990, article 4.3
Thème(s) : Autre, Prévention du bruit
Prescription contrôlée : [...] Les installations seront construites, équipés et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. » « L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs,...) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signallement d'incidents graves ou d'accidents. »
Constats : L'exploitant a transmis un plan de circulation localisant les différentes activités pratiquées sur le site. Les activités concernées par la plainte sont susceptibles de provenir de la zone adossée à la centrale d'enrobage à froid et de ses activités annexes (placée au plus proche des limites parcellaires avec les maisons voisines). L'activité d'enrobage à froid a lieu d'avril à octobre (suivant les conditions climatiques) avec une amplitude allant du lundi au vendredi de 07H00 à 18H00 (décalage horaire pouvant être possible durant les périodes de canicule) L'inspection n'a pas constaté l'usage d' appareils de communication par voie acoustique. Constat: Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Emissions dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité de l'air
Prescription contrôlée : <i>Pour rappel, les installations de la rubrique 2517 (Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques), dont la superficie de l'aire de transit est supérieur à 10 000 m², relèvent du régime de l'enregistrement et doivent aussi respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 10/12/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des ICPE.</i>

Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité. A ce titre, l'exploitant décrit les différentes sources d'émission de poussières, aussi bien diffuses que canalisées, et définit toutes les dispositions utiles mises en œuvre pour éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières.

Des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, des bâtiments alentour, des rideaux d'arbres, etc.) que de l'exploitation de l'installation, sont mises en œuvre de manière à limiter l'émission de poussières [...].

Constats :

A la demande de l'inspection lors de la visite, l'exploitant a mis en fonctionnement son système de brumisation sur la zone dédiée aux stockages de matériaux associés de la centrale d'enrobage à froid; celui-ci est en état de fonctionnement, cependant l'exploitant ne peut pas justifier de la fréquence de fonctionnement de son système (action manuelle par l'opérateur de la centrale).

Le site est délimité par une clôture et la parcelle est délimitée par une haie de thuyas ainsi que des arbres au droit des limites parcellaires des maisons riveraines (parcelles BM5, BM80-82-BM63 et BM64) afin de créer un "rideau végétal"

Par son courrier de réponse à l'inspection du 19 septembre 2025, l'exploitant signale que les actions ci-après sont déjà en place à savoir:

- intervention mensuelle d'une balayeuse pour nettoyer les voies internes (l'exploitant ne peut pas justifier la fréquence de passage).
- extension des surfaces de circulation en enrobés afin de limiter les envols de poussières
- modification du sens de circulation pour réduire le passage des véhicules à proximité des habitations
- bâchage systématique de tous les camions sortant du site, quel que soit le type de matériaux transportés
- optimisation du déchargement des matériaux dans les bennes (réduction de la hauteur de chute via l'ajustement du godet de la chargeuse)
- plantation d'une haie d'arbres le long de la clôture séparative avec les riverains.

L'exploitant évoque une réflexion engagée sur le stockage de sable de granulométrie 0/2 susceptible de générer des envols de poussières par fort vent; des solutions organisationnelle et techniques sont à l'étude pour limiter les nuisances

.

Constat: pas d'écart constaté

Dans l'objectif de pouvoir justifier la mise en oeuvre des actions correctives, l'inspection invite l'exploitant à tracer et justifier le passage de balayeuse ainsi que l'actionnement de l'arrosage des granulats et des voiries afin d'éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rejets à l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 40

Thème(s) : Risques chroniques, Qualité de l'air

Prescription contrôlée :

Pour rappel, les installations de la rubrique 2517 (Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques), dont la superficie de l'aire de transit est supérieur à 10 000 m², relèvent du régime de l'enregistrement et doivent aussi respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 10/12/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des ICPE.

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.

[...]

Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant n'est pas en mesure de communiquer à l'inspection une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.

L'exploitant a réalisé une campagne de mesures des retombées de poussières du 17 octobre au 03 novembre 2025 soit une campagne sur 18 jours. L'inspection a été destinataire des résultats de cette campagne le 20 novembre 2025 (rapport APAVE 135316416-001-1).

Celle-ci a été exécutée par la méthode des plaquettes suivant la norme NF X43-007 (détermination de la masse des retombées atmosphériques sèches)

Le point de mesure n°1 est disposé à l'entrée camion avec une concentration de 240.3 mg/m²/j

Le point de mesure n°2 est situé au bassin de rétention avec une concentration de 146.7 mg/m²/j

Le point n°3 est situé sur le parking semis engins avec une concentration de 40.6 mg/m²/j

Le point n°4 est situé à la centrale goudron à froid avec une concentration de 20.6 mg/m²/j.

Il n'existe pas de valeur réglementaire concernant les retombées atmosphériques sèches mais il existe des échelles empiriques de références:

>350 mg/m²/j : gène potentielle importante

>1000 mg/m²/j Exceptionnel; généralement observé à proximité immédiate des installations au cours de mois secs et/ou ventés

Dans le cadre de notre inspection, les seuils ne sont pas dépassés, cependant l'Inspection signale à l'exploitant que la centrale d'enrobé à froid a été arrêtée pour la période hivernal à compter du 17 octobre 2025. Les résultats pour cette partie de l'établissement ne sont pas représentatif de l'activité.

Constats: Pas d'écart constaté

L'exploitant complètera la surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières prenant en compte l'ensemble des activités du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Emissions dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 50

Thème(s) : Risques chroniques, Qualité de l'air

Prescription contrôlée :

Pour rappel, les installations de la rubrique 2517 (Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques), dont la superficie de l'aire de transit est supérieur à 10 000 m², relèvent du régime de l'enregistrement et doivent aussi respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 10/12/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des ICPE.

L'exploitant adresse tous les ans à l'inspection des installations classées un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires, qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées, des niveaux de production et des superficies susceptibles d'émettre des poussières.

La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle. Cette périodicité peut être aménagée en fonction des conditions climatiques locales (vitesse moyenne et directions des vents dominants saisonniers, pluviométrie, ensoleillement).

Constats :

L'exploitant n'est pas en mesure de présenter à l'inspection un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires tenant notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées, des niveaux de production et des superficies susceptibles d'émettre des poussières (cf Pdc précédent).

L'exploitant signale à l'inspection qu'il n'a pas connaissance d'avoir réalisé ce genre de mesures de poussières par le passé .

Constats: L'exploitant ne peut pas justifier la réalisation d'un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières.

La fréquence minimale des mesures de retombées de poussières n'est pas respectée

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 8 mois

N° 6 : Emissions dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 51

Thème(s) : Risques chroniques, Niveau de bruit

Prescription contrôlée :

Pour rappel, les installations de la rubrique 2517 (Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques), dont la superficie de l'aire de transit est supérieur à 10 000 m², relèvent du régime de l'enregistrement et à l'arrêté ministériel du 10/12/2013.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié en limite de propriété et de zone à émergence réglementée.

Constats :

L'exploitant a transmis son rapport (apave n°134893936-001-1 du 18 septembre 2025) d'analyse d'essais pour les niveaux sonores émis dans l'environnement.

Les relevés ont été réalisés le 28 juillet 2025.

Les mesures ont été prises sur 5 points périmétriques des installations du site dont 2 points situés situés en limite des parcelles des riverains de la zone pavillonnaire.

Constats: Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Bruit et vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 8.1

Thème(s) : Autre, Valeurs limites de bruit- zones à émergence réglementée

Prescription contrôlée :

Pour rappel, les installations de la rubrique 2521 (Enrobage au bitume de matériaux routiers (centrales) à froid), dont à froid, la capacité de l'installation étant supérieure à 100 t/j, mais inférieure ou égale à 1 500 t/j ; relèvent du régime de la Déclaration et les prescriptions de l'arrêté ministériel du 30/06/97 (relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2521 : " Enrobage au bitume de matériaux routiers (centrales) à froid) sont à respecter.

[...] Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7h00 à 22h00, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h00 à 7h00, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

Constats :

L'exploitant a transmis son rapport (apave n°134893936-001-1 du 18 septembre 2025) d'analyse d'essais pour les niveaux sonores émis dans l'environnement.

Les relevés ont été réalisés le 28 juillet 2025, sur les 5 mesures effectuées une mesure est non conforme (point n°3).

Le point de mesure n°3 indique une émergence en ZER (Zone à Émergence réglementée) de 11 dB (A) au lieu des 5 dB (A) maximum réglementaire

L'expertise du contrôleur stipule " le niveau sonore au niveau du point n°3 est imputable au fonctionnement de la centrale d'enrobé à froid surtout à l'activité d'approvisionnement à l'aide d'engins"

<p>Ainsi, le point n°3 est non conforme en ZER .</p> <p>Afin d'analyser au mieux cette non conformité, l'exploitant a missionné le 31/10/2025 un bureau d'études afin de réaliser de nouvelles mesures et analyser les éléments de la non conformité.</p> <p>L'inspection souligne que l'activité d'enrobés à froid étant arrêtée jusqu'au mois d'avril 2026, comme évoqué le jour de l'inspection, l'exploitant devra réaliser de nouvelles mesures lors du redémarrage des installations d'enrobés à froid.</p> <p>Constats: L'exploitant ne respecte pas ses valeurs limites de bruit pour le zone à émergence réglementée (point n°3).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 8 : Retention et isolement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/1990, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rejets aqueux</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'établissement devra être pourvu d'un dispositif formant rétention destiné à collecter et retenir la totalité des eaux de ruissellement résultant d'un éventuel incendie de l'entreprise.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'une vanne d'obturation en sortie du bassin de décantation permettant d'isoler le site du milieu naturel; l'exploitant a réalisé un essai de fermeture et d'ouverture de la vanne précitée; cet essai a été concluant.</p> <p>Le bassin a été agrandi suite aux calculs D9A permettant de justifier le dimensionnement de ses moyens de rétention des eaux d'extinction d'incendie.</p> <p>L'exploitant a transmis le jour de la rédaction du rapport ses calculs D9A. ainsi qu'un plan de</p>

récolements du bassin.

Le volume des rétention des eaux d'extinction est de 553 m³

Constat: Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite